

Séminaire-atelier de Saly, Sénégal,

30 novembre-2 décembre 2005

**Les universités d'Afrique francophone et la connaissance au service du développement :
Quelles leçons tirer des expériences réussies ?**

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU SEMINAIRE

TABLE DES MATIERES

CE QU' A DONNE A VOIR LE SEMINAIRE DE SALY	p.2
DIVERSITE ET DYNAMIQUE DES INITIATIVES: LEÇONS DES PROCESSUS ENGAGES	p.3
A. Emergence des initiatives : répondre à des enjeux multiples	p.3
B. Des initiatives d'une grande diversité : les moyens des universités pour se mettre au service du développement	p.4
• Cursus et enseignements : des savoirs pertinents	p.4
• La recherche et l'innovation : des moteurs de changement	p.4
• Les services aux communautés : les universités comme acteurs de la vie publique	p.5
C. Un fait remarquable : des partenaires internationaux incontournables	p.5
D. Obstacles, stratégies de dépassement et facteurs de réussite	p.6
E. Impacts des initiatives : les apports mutuels des universités et des sociétés	p.7
• Impacts sociétaux	p.7
• Impacts pour les universités	p.8
CONCLUSIONS	p.8
PERSPECTIVES	p.9

L'initiative du séminaire de Saly, qui s'est déroulé du 30 novembre au 2 décembre 2005, a été prise par les Recteurs des universités d'Afrique francophone en juillet 2005 à Niamey, à l'occasion d'une rencontre sur le rôle des universités dans les stratégies de développement fondées sur la connaissance.

Le séminaire a réuni une cinquantaine de recteurs et professeurs d'universités d'Afrique francophone sous l'égide de la CRUFAOCI. Cette rencontre était organisée avec le concours de l'Agence Universitaire de la Francophonie, de l'Institut de la Banque mondiale et du Ministère français des Affaires Etrangères, et la participation de la Région Afrique de la Banque mondiale.

23 études de cas ont été discutées à cette occasion, elles ont été sélectionnées parmi plus de 70 propositions issues d'une trentaine d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique francophone.

La sélection a été effectuée par un comité conduit par le bureau de la CRUFAOCI et son président, M. le Recteur Ndiawar Sarr. Elle a été faite en fonction des critères suivants : qualité, pertinence et impact du cas, couverture des différents domaines dans lesquels l'université se met au service du développement, équilibre entre les régions en Afrique.

Les cas qui ont été présentés demandent à être approfondis. Les informations fournies sont souvent succinctes du fait même des limites imparties par l'exercice. En cela, le séminaire peut être considéré comme une première étape dans un processus d'approfondissement.

CE QU'A DONNE A VOIR LE SEMINAIRE DE SALY

*« Des hommes poussaient, une armée noire, vengeresse, qui germait lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur, et dont la germination allait faire bientôt éclater la terre. » Emile Zola, *Germinal*¹*

La rencontre de Saly et le processus qui y a conduit sont révélateurs d'une dynamique qui commence à émerger au sein des universités d'Afrique francophone : leurs activités gagnent en visibilité et en lisibilité, une culture commune de travail collectif et d'excellence au service des pays se constitue, et elle est porteuse de promesses.

Ce séminaire a permis de mettre en avant les moyens par lesquels les universités se mettent au service du développement et de comprendre les processus permettant aux initiatives de réussir. Ce sont d'une part les stratégies et les méthodes mises en œuvre par les acteurs de ces initiatives qui ont été soulignées et d'autre part l'importance de la dynamique collective ainsi engagée qui constituent le cœur des enseignements de ce séminaire.

La richesse de ce qui a été partagé ne saurait se résumer en une « recette » de ce qui marche. C'est justement la diversité des expériences et la créativité et l'adaptabilité de leurs acteurs

¹ Cité par Bonaventure Mvé-Ondo lors de son allocution d'ouverture des travaux

qui est l'un des enseignements de cette rencontre. S'il n'y a pas de « clés de la réussite », les exposés ont néanmoins mis l'accent sur les processus qui ont été mis en œuvre et dont certains traits communs peuvent être relevés.

DIVERSITE ET DYNAMIQUE DES INITIATIVES: LEÇONS DES PROCESSUS ENGAGES

Les initiatives réussies des universités d'Afrique francophone soulignent le dynamisme de leurs acteurs. Ces derniers agissent pourtant dans des contextes difficiles ainsi que le montrent les conditions d'émergence et de réalisation de leurs projets. Leur efficacité à opérer le changement et à œuvrer pour leurs sociétés tend à prouver qu'il n'y a pas de fatalisme. Néanmoins, les obstacles rencontrés sont parfois un frein à leur plus grand développement et à la multiplication et systématisation de ces expériences.

A. Emergence des initiatives : répondre à des enjeux multiples

Dans un contexte de compétition internationale accrue en matière de recherche et de formation, et dans des contextes nationaux de rareté des ressources publiques et de forte demande sociétale quant aux résultats de leurs activités, les universitaires ont à faire face à des enjeux multiples.

Dans de tels contextes, par manque de financement voire de légitimité, c'est parfois l'existence même des universités qui est en jeu.

- Certains responsables universitaires entreprennent alors d'informer et soutenir les décideurs politiques quant à l'allocation optimale des ressources de l'enseignement supérieur. C'est l'analyse qui a prévalu aux travaux de l'Université de Lomé sur le coût des étudiants pour le système universitaire.
- D'autres établissements, comme l'Ecole des Sciences et Médecine Vétérinaire de Dakar (EISMV), ont également entrepris des réformes de profondeur pour faire face à un *manque de visibilité de leurs activités*.

Parmi les initiatives recueillies, un certain nombre ont émergé pour répondre directement à un besoin social, économique voire politique dans leur pays, que le projet soit initié par un partenaire extérieur ou par l'institution elle-même.

- C'est le cas lors de la *création d'un cursus, d'un programme de recherche ou d'un service*. Par exemple le Centre d'Entomologie Médicale et Vétérinaire (CEMV) de Bouaké a été initié par l'OMS et l'Etat ivoirien pour former des spécialistes en mesure de soutenir des politiques de santé publique. Mentionnons aussi le Centre Virtuel pour les Technologies Pédagogiques Innovantes (VCILT) de l'université de Maurice qui vise à contribuer à la reconversion de Maurice en une économie de services fondée sur les technologies modernes.
- C'est aussi pour leur *expertise* que les universitaires sont sollicités par des partenaires extérieurs de manière plus occasionnelle. C'est le cas des Editions Jeunes Afrique ayant fait appel aux géographes de l'Université Omar Bongo pour réaliser un Atlas du Gabon. C'est aussi l'expertise des universitaires qui peut être à l'origine d'innovations. Ainsi un spécialiste en apiculture de l'université de Ngaoundéré mettant en application ses recherches pour développer la filière apicole au Cameroun.

Enfin, des dynamiques internes aux établissements sont également à l'origine d'innovations.

- Le *renouvellement des instances dirigeantes* d'une institution peut impulser des dynamiques de réforme, les nouveaux responsables définissant un projet pour leur établissement. Ce fut le cas à l'UCAD en 2003, le nouveau recteur décidant de mettre en place la réforme LMD, ou encore pour le Groupe EIER-ETSHER (GEE) dont l'équipe arrivée en 2004 a engagé l'Ecole dans des réformes multiples qui accroissent sa reconnaissance auprès des partenaires locaux, nationaux et internationaux.
- Dans d'autres cas, l'innovation est issue d'une *difficulté rencontrée par l'établissement*. Ainsi, l'Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD) de Dakar ne pouvant plus répondre à la demande croissante des étudiants pour son deuxième cycle, a mis en place un programme d'enseignement à distance, ce qui lui a permis en outre de réformer totalement ses formations, le fonctionnement et le statut de l'établissement, devenu pôle d'excellence.

B. Des initiatives d'une grande diversité : les moyens des universités pour se mettre au service du développement

Les universités se mettent au service du développement de multiples manières, les différentes missions des établissements (formation, recherche, service public) constituant les moyens par lesquels ils réalisent leurs contributions.

Cursus et enseignements : des savoirs pertinents

C'est la manière d'organiser les savoirs dans un cursus et la façon de les dispenser qui en assure la pertinence. L'approche pluridisciplinaire de l'Ecole doctorale interdisciplinaire (EDIM) des universités malgaches contribue ainsi à une meilleure appréhension de la complexité du réel par les chercheurs. Cette pertinence des savoirs assure aussi une meilleure employabilité des étudiants qui ne se destinent pas à la recherche. Lier enseignement et recherche est donc un gage de qualité. En outre, l'investissement dans une école doctorale de qualité permet de former la relève en enseignants-chercheurs.

La ferme agricole créée par l'Université Gaston Berger pour renforcer l'opérationnalité des étudiants, souligne aussi l'intérêt de l'application des savoirs pour renforcer la capacité d'intégration des étudiants dans les secteurs productifs et développer leur entrepreneuriat.

La recherche et l'innovation : des moteurs de changement

Travailler sur des terrains ou des sujets nouveaux offre aux scientifiques des opportunités pour valoriser leurs recherches et mettre en application leurs découvertes, tel le LEVAN, laboratoire de l'Université de Lomé ayant développé des recherches nombreuses sur la distillation des végétaux et les vulgarisant pour développer la production d'essence de citronnelle au Togo. De plus, les chercheurs étant au contact de milieux multiples, ils peuvent trouver dans cette diversité matière à idée et se servir de la recherche pour concrétiser une innovation, comme cela a été le cas pour le développement de la filière cunicole au Bénin.

Enfin, l'excellence de la recherche est aussi un facteur permettant de contribuer efficacement au développement, comme le montrent les réussites d'ordre scientifique, sanitaire et social du Centre de Formation et de Recherche sur le Paludisme de l'Université de Bamako. C'est en effet parce qu'ils sont en mesure de maîtriser les outils les plus performants, les connaissances

les plus pointues et qu'ils répondent aux normes de qualité internationale que les chercheurs de ce centre sont désormais habilités par les autorités sanitaires américaines à tester des vaccins antipaludéens.

Les services aux communautés : les universités comme acteurs de la vie publique

Les actions mises en œuvre par les universités et qui servent directement les populations modifient non seulement les rapports de l'université avec son environnement, mais changent aussi les manières d'opérer des universitaires.

Les échanges entre les chercheurs et les populations permettent de mettre en regard leurs manières respectives d'appréhender le réel et de se servir de ces approches différentes pour améliorer les conditions de vie des communautés d'une part et la recherche d'autre part. Il s'agit donc bien de reconnaître et de se servir de l'expertise de tous les acteurs. Par exemple, chercheurs comme paysans ont tiré des bénéfices du Projet d'Initiative Ciblée (PIC) auquel a contribué l'Université de Niamey: ils sont d'ordre social et économique pour les paysans, d'ordre scientifique pour les chercheurs qui travaillent de manière plus concertée et modifient leur approche du terrain. Pour les étudiants, les bénéfices sont d'ordre pédagogique.

En outre, le dialogue social qui s'établit ainsi entre différents acteurs est source de nouvelles perceptions et modifie donc leurs rapports, créant une meilleure compréhension et un respect mutuels. Ainsi, en ayant développé une stratégie de dialogue constant avec son environnement immédiat, l'université de Parakou est aujourd'hui considérée par les acteurs locaux comme un interlocuteur légitime et utile, ce qui facilite aussi les recherches et actions de terrains menées par les universitaires et leur ouvre de nouvelles perspectives d'activités.

Ces initiatives permettent donc un renversement méthodologique, mais aussi opératoire et politique des activités des universitaires.

Les vacances citoyennes organisées par les étudiants de l'UCAD de Dakar dans les zones rurales en offrent un dernier exemple. Menant auprès des populations des actions généralement effectuées par des ONG étrangères qui se substituent à l'Etat, les étudiants prennent le relais et remplissent la mission de service public qui est effectivement dévolue aux universités. Ces dernières interviennent alors comme de réels agents de développement.

C. Un fait remarquable : des partenaires internationaux incontournables

Le soutien des partenaires internationaux est essentiel dans la plupart des cas présentés. Il s'agit surtout d'un soutien financier, mais aussi scientifique. On note en particulier le nombre important de projets appuyés par la France, et pour prendre un exemple, dans le cas de la réalisation de diplômes sécurisés à Madagascar. Les réseaux d'universités et leurs organisations, que sont l'AUF ou l'Association des Universités Africaines, ou encore la CRUFAOCI permettent également de financer certaines initiatives par appels d'offre, l'EDIM de Madagascar ayant par exemple répondu à un appel à manifestation d'intérêt de la CRUFAOCI, et ayant reçu le soutien de l'AUF et de la coopération française.

Il faut souligner l'appui technique, voire scientifique des partenaires internationaux, comme ce fut le cas de la contribution d'un professeur de géographie d'une université française à la

réalisation de l'Atlas du Gabon par le département de géographie de l'Université Omar Bongo.

Enfin, les partenaires apportent leur soutien en favorisant le dialogue et l'échange entre les établissements. Par exemple, l'AUF a financé la venue à l'UCAD de quatre universitaires français pour partager leur expérience de la mise en place du LMD au moment où l'université dakaroise discutait la réforme.

Le soutien de partenaires extérieurs peut ainsi s'avérer crucial, mais la volonté des promoteurs des initiatives doit être manifeste. C'est bien une logique de partenariat et de co-développement qui prévaut désormais dans la coopération internationale, logique qui est aussi celle qui commande le dialogue des universités avec les acteurs nationaux et locaux comme vu plus haut.

D. Obstacles, stratégies de dépassement et facteurs de réussite

Les obstacles rencontrés au cours de la mise en œuvre de ces initiatives sont principalement d'ordre financier et humain.

Les obstacles financiers sont une récurrence dans ces initiatives. Parmi les moyens que trouvent les promoteurs des initiatives pour les financer, et outre les partenariats internationaux, on peut citer de multiples autofinancements, l'expérience d'Univalor à l'université de N'Djamena étant la plus poussée puisqu'elle vise même à faire des bénéfices. Il est à noter que ces initiatives de valorisation de l'expertise académique se développent dans les établissements. Les partenariats avec d'autres acteurs sont également un moyen de financer ces projets, lorsqu'ils sont à l'initiative de l'université : ainsi, les promoteurs des vacances citoyennes de l'UCAD ont signé des conventions avec les ministères intéressés par leurs activités.

Rares sont les cas qui reçoivent un financement du secteur privé à cause, entre autres, du faible développement de ce secteur en Afrique subsaharienne. Enfin, nombre de projets n'en restent qu'au stade de l'ébauche ou de l'expérience de laboratoire, faute de financements pour les développer, comme la transformation de la jacinthe d'eau en anti-moustique et panneaux d'aggloméré par des chercheurs de l'université de Niamey.

Les insuffisances en termes d'infrastructures sont aussi des obstacles au développement des initiatives. Ainsi, l'Internet et *a fortiori* l'électricité sont des outils indispensables, à la recherche en particulier. Les responsables du MRTC ont négocié avec un partenaire le financement de la connexion V-Sat pour assurer le réseau Internet, doublant cet équipement de générateurs électriques. Dans certains cas, la formation à distance semble avoir pallié aux problèmes de saturation des capacités d'accueil des établissements : c'est en effet d'abord pour faire face à l'augmentation des effectifs étudiants que le Centre de formation à distance a été développé à l'université de l'Ile Maurice.

Enfin, *les oppositions ou résistances* des individus à l'implantation de ces initiatives sont des facteurs d'échec potentiel. Selon le cas, les résistances peuvent se faire jour au sein de l'établissement (par exemple lors de l'annonce de la mise en place du LMD à l'UCAD, ou lors de la réflexion sur le stage académique à l'IFASIC) ou émaner des populations auprès

desquelles le projet est mis en œuvre (dans le cas du développement de l'apiculture par un chercheur de l'université de Ngaoundéré par exemple).

Dans tous les cas, ces oppositions ont été prises en compte et entendues. Ainsi, à chaque fois, la communication sur le projet a été indispensable à sa réussite, entre autres par le biais de campagnes de sensibilisation. Mais c'est aussi par l'instauration d'un dialogue véritable avec l'ensemble des acteurs concernés que ces initiatives ont pu aboutir.

Pour pouvoir s'entendre avec les populations auprès desquelles les projets sont menés, des instances de dialogue et éventuellement des outils ont été développés par leurs promoteurs : dans le cas de l'apiculture, un lexique en langue locale a été créé ; dans le cas du projet d'agro-biodiversité en Guinée Conakry, c'est l'humilité de l'approche des chercheurs (et donc leur capacité d'écoute) qui a permis l'entente mutuelle avec les paysans et la définition d'un projet pertinent.

Au sein des établissements, les instances de dialogue existent et c'est en s'appuyant sur la démocratie universitaire que ces initiatives ont été portées avec succès dans les établissements considérés. En outre, les approches participatives, concertées, qui ont favorisé l'implication, voire la responsabilisation des acteurs concernés ont conduit à des réussites, comme l'illustre la mise en place du LMD à l'UCAD. Enfin, la formation est également un moyen efficace d'associer les personnels à la mise en place d'une réforme dans un établissement, de vaincre leurs éventuelles craintes, et même de valoriser ou accroître leurs compétences : c'est la stratégie qui a été développée par l'EBAD en direction des enseignants pour mettre en place la formation à distance.

E. Impacts des initiatives : les apports mutuels des universités et des sociétés

Il ressort des cas présentés que ces initiatives contribuent à renforcer la légitimité des activités universitaires et de leurs acteurs, et participent à l'amélioration de la vie en société. Elles ont également des effets rétroactifs sur l'université et ses activités, engageant ainsi des dynamiques plus larges de changement.

Impacts sociétaux

L'impact de nombreuses initiatives est direct, social ou économique. Ces projets contribuent à l'amélioration des conditions de vie de certaines populations, comme la production d'essence de citronnelle initiée par des chercheurs de l'université de Lomé rapportant l'équivalent de 952 dollars par hectare et par an. D'un point de vue sanitaire, le Centre de Formation et de Recherche sur le Paludisme de Bamako, en collaboration avec des médecins traditionnels, a mis en place un réseau de prise en charge immédiate des patients infectés par le paludisme ayant réduit la létalité de manière significative : en 1997, la létalité des enfants de moins de 5 ans était de 20 à 30%. En 2005, elle était de 5 à 7%.

Les initiatives conduites par les universitaires ont en outre des impacts d'ordre socio-politique, comme cela a été évoqué par exemple pour les projets de développement rural développés par les universités de Niamey ou de Conakry et de façon plus systématique encore par l'université de Parakou. Les partenariats des universités avec des acteurs locaux ou nationaux comme les actions de terrain contribuent au renforcement de la cohésion sociale.

Enfin, les réformes impulsées par les établissements en leur sein ont aussi des répercussions auprès des sociétés : sécuriser les diplômes nationaux des universités malgaches est un moyen de redonner de la légitimité aux diplômés auprès des employeurs, et de renforcer l'inscription de l'université dans l'environnement socio-professionnel. Ainsi, les réformes internes aux établissements sont également un gage de plus grande pertinence et de renforcement de légitimité pour l'université dès lors qu'elles impliquent les partenaires extérieurs. Le cas de l'IFASIC qui a associé la profession journalistique à la réflexion sur le stage académique est exemplaire de ce point de vue.

Impacts pour les universités

En plus de ce qu'ils apportent pour la société, ces projets conduisent souvent à des évolutions institutionnelles, améliorations pédagogiques ou des compétences scientifiques : leurs conséquences se déclinent de façons multiples au sein même des institutions universitaires.

Cela est vrai des processus dont l'objectif est effectivement tourné vers des questions propres à l'établissement, mais c'est aussi le cas des projets qui visent à contribuer au développement sociétal. Ainsi le développement de l'apiculture au Cameroun a permis de consolider l'équipe de recherche, a provoqué une émulation auprès d'autres départements de l'université pour vulgariser leurs recherches, et a favorisé l'interactivité entre les disciplines. Comme nous l'avons souligné pour le cas du Centre de Formation et de Recherche sur le Paludisme (MRTC) de Bamako, l'ouverture vers les populations est aussi un facteur d'amélioration de la recherche car cette approche permet de poser des problématiques pertinentes et ainsi développer l'activité scientifique : par exemple, les chercheurs se sont ainsi rendu compte d'une résistance différenciée au paludisme entre les peulh et les dogon, ce qui a des implications en termes de politique de santé publique, mais qui implique aussi des recherches plus poussées en génétique. Enfin, notons que les vacances citoyennes à l'UCAD, ont engrangé des attitudes plus responsables de la part des étudiants, contribuant ainsi à apaiser le climat social de l'université.

CONCLUSIONS :

SOUTENIR LES TALENTS INDIVIDUELS, DEVELOPPER DES MASSES CRITIQUES, ENGAGER L'INSTITUTION ENTIERE DANS UNE STRATEGIE PROGRAMMEE

Ainsi toutes ces initiatives ont des effets multiples qui dépassent, parfois largement, les objectifs fixés au départ. Cela est rendu possible par l'ouverture des acteurs universitaires à leur environnement, la flexibilité qu'ils accordent à leurs projets pour leur assurer une plus grande adhésion à la complexité du réel, leur capacité à communiquer, à expliquer leur démarche à d'autres acteurs et à prendre en compte la diversité des approches à un problème.

Si ces projets induisent des changements dans les secteurs qu'ils visent, ils restent encore souvent des enclaves dans leurs institutions et dans leurs sociétés. Ils montrent néanmoins l'importance de permettre aux talents de s'exprimer dans les établissements, et de trouver des moyens financiers, techniques, ou autres pour qu'ils s'épanouissent.

Au-delà, l'enjeu est de développer une masse critique d'enseignants et de chercheurs et d'initiatives permettant de contribuer de manière décisive au développement des sociétés des pays d'Afrique. Car il ne s'agit pas seulement de valoriser les réussites : il est essentiel qu'elles se consolident, prennent de l'ampleur et se multiplient

Les initiatives qui sont aujourd'hui solides et durables ont souvent pu aboutir grâce à la définition d'une stratégie dont les étapes et les objectifs ont été programmés. Cela est vrai à l'échelle d'une unité de formation et de recherche, ou à celle d'une université dans son ensemble.

Le séminaire de Saly a donc permis de dégager des enseignements sur les méthodes adoptées pour engager l'institution dans un processus durable et global.

Le MRTC de Bamako offre l'exemple d'une stratégie de construction des capacités de recherche visant à contribuer au développement. Cette stratégie s'articule autour de quelques éléments clés :

- Contact permanent avec les populations et les acteurs du secteur (tradipraticiens, etc.)
- Exigence de qualité, sans compromis sur les moyens alloués à la recherche.
- Lien constant entre recherche et enseignement pour créer une masse critique d'enseignants-chercheurs.
- Rigueur de la gestion des hommes, fondée sur la confiance dans les individus, l'esprit d'équipe et la méritocratie.

Par ailleurs, certains établissements développent des stratégies afin de placer l'université dans son ensemble au service du développement. C'est le cas en particulier de l'UCAD de Dakar, et de celle d'Antananarivo à Madagascar (mais aussi de celle de Parakou ou encore du Groupe EIER-ETSHER). Les nombreux cas qu'ont proposés ces universités pour le séminaire de Saly montrent la diversité des formes sous lesquelles se décline une stratégie globale d'établissement.

PERSPECTIVES :

POURSUIVRE LES ECHANGES D'EXPERIENCES POUR CONSTRUIRE UNE CULTURE COMMUNE D'EXCELLENCE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

Le séminaire de Saly a initié une dynamique. Les universitaires et les Recteurs ont mesuré combien ils devaient s'appuyer sur des dynamiques collectives pour réussir. Il leur appartient maintenant de porter cet élan dans la durée et de le diffuser largement.

Les participants ont convenu de la nécessité de continuer à échanger sur les initiatives de réussite des universités, afin d'apprendre les uns des autres. L'importance de structurer la CRUFAOCI a été reconnue, afin qu'elle aide les Recteurs à se mobiliser, à mobiliser les acteurs des universités, à mobiliser les partenaires de ces établissements.

Chaque Recteur pourra poursuivre l'expérience et :

- Favoriser l'émergence de telles initiatives dans son institution et orienter la politique de son établissement en conséquence.

- Continuer à recueillir systématiquement les cas de réussite de son établissement et les rendre visibles en les mettant sur le site internet de son université par exemple.

Les Recteurs et leurs collègues des universités ont aussi reconnu la puissance des organisations collectives pour se dynamiser mutuellement. Ils ont donc convenu de :

- Poursuivre l'échange d'expériences et diffuser les résultats de ce séminaire en organisant des rencontres sous-régionales (initiative que devront prendre le Président et les vice-présidents de la CRUFAOCI).
- Se soutenir mutuellement, notamment grâce à la CRUFAOCI et faire vivre cette organisation en la dotant d'un plan d'action.

L'Agence Universitaire de la Francophonie est aussi un point d'appui essentiel pour la consolidation du réseau d'échange entre établissements. L'Institut de la Banque mondiale à travers son programme Knowledge for Development offre le cadre intellectuel dans lequel inscrire les actions à mener. Le soutien des partenaires et des bailleurs de fonds, et notamment le Ministère français des Affaires Etrangères et la Banque mondiale, est apparu comme nécessaire. Enfin, les programmes de l'UEMOA en faveur de l'enseignement supérieur ont été salués car le soutien des Etats est indispensable à la durabilité et à la pertinence des actions entreprises par les universités.